



Biographie de Mme Charlotte Hemmerdinger

Directrice générale
de l'agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués

Née en 1978.

Titulaire d'une maîtrise en droit privé et d'un DEA en droit pénal et sciences pénales (université Panthéon-Assas).
Diplômée du cycle supérieur de l'académie du renseignement.

Issue de la promotion 2003 de l'École Nationale de la Magistrature (ENM).

À la sortie de l'ENM, Charlotte Hemmerdinger exerce les fonctions de substitute du procureur de la République, au sein de la section des peines du tribunal de grande instance de Créteil de 2005 à 2008.

En 2008, elle intègre l'administration centrale du ministère de la Justice, en tant qu'adjointe au chef de la mission pour le développement des aménagements de peine et de la surveillance électronique mobile (MAPSE), à la direction de l'administration pénitentiaire.

Trois ans plus tard, en 2011, elle rejoint le ministère de l'Économie et des Finances en qualité de chargée de mission, adjointe au conseiller juridique, auprès du directeur de Tracfin.

De 2016 à 2017, elle occupe le poste d'adjointe à la préfiguration du bureau central du renseignement pénitentiaire (BCRP) au sein de la direction de l'administration pénitentiaire du ministère de la Justice. Elle devient ensuite cheffe du bureau central du renseignement pénitentiaire, un poste qu'elle occupe jusqu'en juin 2019.

En parallèle elle préfigure, en 2018, le service à compétence nationale du renseignement pénitentiaire (SNRP), dont elle fut sous-directrice.

En 2019, elle est nommée directrice du service à compétence nationale du renseignement pénitentiaire (SNRP) à la direction de l'administration pénitentiaire du ministère de la Justice, devenant ainsi la première femme directrice d'un service de renseignement.

De 2022 à 2024, elle est conseillère justice du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer.

En juillet 2024, Charlotte Hemmerdinger rejoint la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) en qualité de directrice adjointe de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED).

En janvier 2025, elle est nommée directrice adjointe du cabinet du ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Le 5 janvier 2026, elle prend la direction générale de l'Agrasc.